



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général aux
affaires départementales**

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N°52-2026-02-00157 DU 19 FÉVRIER 2026

**portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation par la société
STOROPACK FRANCE d'un site de production d'éléments de calage dans les
emballages implanté sur le territoire de la commune de Nully**

La Préfète de la Haute-Marne,

Chevalier de la Légion d'Honneur,

Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V – partie réglementaire et partie législative – Titre 1er
relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à
l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Mme Régine PAM, préfète de la Haute-Marne ;

VU le décret du 25 octobre 2023 nommant M. Guillaume THIRARD, secrétaire général de la
préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté préfectoral n°52-2025-07-00060 du 12 juillet 2025 portant délégation de signature à
M. Guillaume THIRARD Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les
installations mentionnées à la section 9, chapitre V, titre 1er du livre V du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2919 du 30 décembre 2011 autorisant la société SAS STOROPACK
PACKAGING SYSTEMS FRANCE à exploiter, sur le territoire de la commune de Nully, un site de
production d'éléments de calage dans les emballages ;

VU le récépissé de transfert d'exploitant du 30 octobre 2012 accordant le bénéfice de
l'autorisation d'exploiter susvisée à la société STOROPACK FRANCE ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2117 du 24 septembre 2014 fixant des prescriptions complémentaires
à celles de l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2011 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 52-2022-07-00036 du 07 juillet 2022 portant prescriptions
complémentaires pour l'exploitation par la société STOROPACK FRANCE d'un site de production
d'éléments de calage dans les emballages sur le territoire de la commune de Nully ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées établi suite à la visite
d'inspection du 22 mai 2025 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté à la connaissance du demandeur le 16 juin 2025 ;

VU l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDÉRANT l'article 5 de l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 dispose que :

« [...] Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du Code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

[...] » ;

CONSIDÉRANT que le Plan d'Opération Interne actuel de l'établissement ne comporte pas les éléments susvisés ;

CONSIDÉRANT que l'article 9 de l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 dispose que :

« La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. » ;

CONSIDÉRANT que l'étude de dangers actuelle de l'établissement ne comporte pas la liste des produits de décomposition ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, que le plan d'opération interne et l'étude de dangers doivent être mis à jour ;

CONSIDÉRANT que l'article 4.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 2919 du 30 décembre 2011 dispose :

« Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu aux chapitres 4.2 et 4.3 ou non conforme à leurs dispositions est interdit.

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur. » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 22 mai 2025, il a été constaté un affaissement de terrain au droit de la canalisation arrivant dans le bassin de rétention du site ;

CONSIDÉRANT que cet affaissement de terrain a provoqué le déboîtement de certains éléments de collecte des effluents du site ;

CONSIDÉRANT que l'étanchéité du réseau de collecte des effluents, n'est à ce jour, pas assurée ;

CONSIDÉRANT que des effluents potentiellement pollués sont susceptibles d'atteindre le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant, conscient de cette non-conformité a déjà initié une étude afin d'identifier les causes de cet affaissement de terrain ;

CONSIDÉRANT, par conséquent, qu'il convient d'encadrer les délais d'étude et de mise en conformité du réseau de collecte des effluents ;

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture,

ARRÊTE :

Article 1 : Domaine d'application

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent aux installations classées pour la protection de l'environnement autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2919 du 30 décembre 2011 et exploitées sur le territoire de la commune de Nully par la société STOROPACK FRANCE, désignée « exploitant » dans le présent arrêté.

Article 2 : Mise à jour du plan d'opération interne

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met à jour son plan d'opération interne en incluant notamment les éléments prescrits par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 20 mai 2014.

Article 3 : Mise à jour de l'étude de dangers

Dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant met à jour son étude de dangers en incluant notamment la liste des produits de décomposition tel que prescrit dans l'article 9 de l'arrêté ministériel du 20 mai 2014.

Article 4 : Mise en conformité du réseau de collecte des effluents

Dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant finalise les études permettant de définir les causes de l'affaissement de terrain constaté au droit de la canalisation d'entrée dans le bassin de rétention. Dans le même délai, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un planning prévisionnel des travaux à engager pour corriger ce désordre.

Dans la mesure du possible, l'exploitant fait procéder au remboîtement des éléments du réseau de collecte des effluents afin de limiter les risques d'écoulement d'effluents potentiellement pollués dans le milieu naturel.

Dans l'attente de la mise en conformité du réseau de collecte, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour éviter que des écoulements d'effluents potentiellement pollués soient rejetés dans le milieu naturel.

Article 5 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la société STOROPACK FRANCE.

Il est affiché à la mairie de Nully pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Haute-Marne pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Marne et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de Nully.

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général de la préfecture,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by 'A' and a long horizontal stroke.

Guillaume THIRARD

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le cas échéant, le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr). Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification.